



CHAPITRE 96

Loi modifiant la charte de la ville de Nicolet

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

CHAPTER 96

An Act to amend the charter of the town of Nicolet

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Preamble.

ATTENDU que la ville de Nicolet a, par sa pétition, représenté qu'elle a été constituée en corporation par la loi 1 George V (1910), chapitre 57, modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 99, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que la Loi des cités et villes, applicable à ladite ville, soit modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs:

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1910,
c. 57,
s. 14,
remp.

1. L'article 14 de la loi 1 George V (1910), chapitre 57, est remplacé par le suivant:

Date des
élections.

"14. L'élection générale du maire et des échevins de la ville de Nicolet est régie par la Loi des cités et villes. Le maire et les échevins, aux sièges numéros 3, 4 et 5, ou leurs successeurs en cas de vacance, subiront leur élection le premier lundi juridique de février 1959, et les échevins aux sièges numéros 1, 2 et 6, ou leurs successeurs en cas de vacance, le premier lundi juridique de février 1960, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes."

Preamble.

WHEREAS the town of Nicolet has, by its petition, represented that it was incorporated by the act 1 George V (1910), chapter 57, amended by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 99, and that it is necessary for the proper administration of its affairs that the Cities and Towns Act, applicable to the said town, be amended to grant it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 14 of the act 1 George V (1910), chapter 57, is replaced by the following:

1910,
c. 57,
s. 14,
replaced.

Date of
elections.

"14. The general election of the mayor and aldermen of the town of Nicolet shall be governed by the Cities and Towns Act. The mayor and the aldermen for seats numbers 3, 4 and 5, or their successors in case of vacancy, shall be elected on the first juridical Monday of February, 1959, and the aldermen for seats numbers 1, 2 and 6, or their successors in case of vacancy, on the first juridical Monday of February, 1960, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act."

1955-56,
c. 99,
s. 11,
remp.

2. L'article 11 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 99, est remplacé par le suivant:

Acquisi-
tion de
terrains.

"11. Depuis le premier janvier 1955, jusqu'au premier janvier 1964, la ville a le pouvoir d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, de vendre ou d'échanger des terrains dans les limites de la ville de Nicolet, pourvu que la valeur totale de ces achats, ventes et échanges n'excèdent pas cent mille (\$100,000.00) dollars.

Expro-
priation.

Les procédures d'expropriation sont soumises à l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil."

S.R.,
c. 233,
s. 427,
am. pour
la ville.

3. Le paragraphe 3^a de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Nicolet, par le suivant:

Certificat
médical
requis de
certains
employés.

"3^a Pour obliger toute personne employée comme garçon ou fille de table, cuisinier ou cuisinière, aide ou assistant aux travaux de cuisine, garçons ou filles qui versent à boire dans un restaurant, un hôtel, une taverne ou club, de même que tout boucher, apprenti-boucher, commis, manipulant de la viande, des légumes ou tout autre nourriture sujette à la contamination, ainsi que tout colporteur de fruits et légumes, et toute personne employée à la fabrication de produits servant à la consommation humaine et sujets à la contamination, à subir un examen médical annuel et à fournir aux fonctionnaires municipaux désignés à cette fin, un certificat attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection; pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un établissement qui emploie des personnes mentionnées au présent paragraphe, de prendre à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du fonctionnaire compétent attestant qu'elle a fourni le certificat médical mentionné."

S.R.,
c. 233,
s. 427,
am. pour
la ville.

4. Le paragraphe 11^o de l'article 427 de la Loi des cités et villes, édicté pour la ville de Nicolet, par l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 99, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Établis-
sements

"Cette taxe pourra être plus élevée dans le cas des établissements commerciaux et

2. Section 11 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 99, is replaced by the following:

1955-56,
c. 99,
s. 11,
replaced.

"11. From the first of January, 1955, to the first of January, 1964, the town has had and shall have the power to acquire by agreement or expropriation and to sell or exchange land within the limits of the town of Nicolet, provided that the total value of these purchases, sales and exchanges do not exceed one hundred thousand (\$100,000.00) dollars.

Acquisi-
tion of
land.

The expropriation proceedings shall be submitted to the previous approval of the Lieutenant-Governor in Council."

Expro-
priation.

3. Paragraph 3^a of section 427 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Nicolet, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"3^a To oblige every person employed as waiter or waitress, cook, kitchen helper or assistant, waiter or waitress serving drinks in a restaurant, hotel, tavern or club, as well as every butcher, butcher's apprentice, clerk, handling meat, vegetables or any other food apt to be contaminated, as well as every fruit and vegetable pedler and every person employed in the making of products used for human consumption and apt to be contaminated, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purpose, a certificate stating that he or she is not a germ-carrier liable to spread infection; to forbid any person keeper or operator of an establishment which employs the persons mentioned in this paragraph to employ any person not provided with a certificate from the proper official stating that such person has furnished the above mentioned medical certificate."

Medical
certificate
required
from cer-
tain em-
ployees.

4. Paragraph 11 of section 427 of the Cities and Towns Act, enacted for the town of Nicolet, by section 4 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 99, is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"Such tax may be higher in the case of commercial and industrial establish-

Commer-
cial estab-
lishments.

commer-
ciaux.

industriels; cependant, le taux de la taxe, dans ce dernier cas, ne devra pas excéder un (1%) pour cent de la valeur annuelle tel que porté au rôle d'évaluation."

S.R.,
c. 233,
a. 526b,
aj. pour
la ville.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Nicolet, en ajoutant après l'article 526a, le suivant:

Taxe
de vente
autorisée.

"**526b.** La ville peut, par règlement, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
faits hors
du terri-
toire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville ou y faisant affaire, qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il lui soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage, dans le territoire de ladite ville, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville.

Imposi-
tion et
percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province, pour la perception de cette taxe, dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites pour infraction à

ments; however, the rate of the tax, in the latter case, shall not exceed one (1%) per cent of the annual value as entered on the valuation roll."

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Nicolet, by adding after section 526a, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526b,
added
for town.

"**526b.** The town may, by by-law, impose and levy a special tax not to exceed two (2%) per cent of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax presently in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Sales
tax au-
thorized.

Every person ordinarily residing within the territory of the town or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said town, shall immediately report the matter to the treasurer of the said town, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require, and shall moreover pay to the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the town.

Purchases
made
outside
territory.

The said tax shall be imposed and collected within the territory of the town at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Imposi-
tion and
collection.

The town is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town respecting the collection of the sales tax, and institute the same proceedings, for infrin-

Rights
trans-
ferred.

la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), modifié par la loi 14 George VI, chapitre 19."

gement of this act, as those provided for in section 39h of the Provincial Revenue Act (Révisé Statutes, 1941, chapter 73), amended by the act 14 George VI, chapter 19."

Création
d'un fonds
industriel
autorisée.

6. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la ville de Nicolet est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cinquante mille (\$50,000.00) dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

Em-
prunts.

Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas cinquante mille (\$50,000.00) dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles, et pour consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de toute la population.

Vente ou
location.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi
des
sommes
perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial, dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

6. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town of Nicolet is authorized to constitute an industrial fund in an amount not exceeding fifty thousand (\$50,000.00) dollars, provided that the by-law enacting the constitution of such fund has received all the approvals required by law for loan by-laws.

Creation
of indus-
trial fund
author-
ized.

If such by-law receives the approvals required by law, the council of the town is authorized, subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed fifty thousand (\$50,000.00) dollars to acquire by agreement or expropriation, build, maintain, sell or lease, immoveables to be used in whole or in part for municipal or industrial purposes and to grant, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishing of industries which will be advantageous for the whole population.

Loans.

The town is authorized to sell or lease the said immovable or immoveables, on such conditions as it may determine, provided that the sale price be not lower than the cost of the said immoveables to the town, and that the rental price be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans contracted for the acquisition or erection of the said immoveables.

Sale or
rent.

All the money from such sales or rentals must be applied to the extinction of the obligations contracted by the town in this respect, and to the payment of the capital, interest and other legitimate expenses and costs occasioned in this respect, including the expenses of upkeep and improvement of the buildings and lands acquired under these provisions. The balance of such money shall be deposited in a special fund the partial or complete use of which shall be subject to the prior approval by the Quebec Municipal Commission.

Use of
sums
collected.

Garantie. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la ville à l'égal des immeubles.

Acquisition pour protection de créance. Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec, permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté. Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de La corporation de la ville de Nicolet pour des fins municipales.

Annexion. 7. A compter du premier janvier 1959, le territoire ci-après décrit sera détaché de La municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, comté de Nicolet, et annexé à la ville de Nicolet.

Territoire. Un territoire, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, la partie non subdivisée des lots 361, 362, 363, 364 et 365 et la partie de la route des Quarante comprise dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un coin sur la limite nord-est de la ville de Nicolet, étant le coin nord du lot de subdivision 365-1-73; de là, successivement, la ligne séparative des lots 365 et 366 en allant vers le nord-est; la ligne séparative des lots 50 et 365; une ligne traversant la route des Quarante jusqu'à l'extrémité nord-ouest de la ligne séparant le lot 51 d'un côté, des lots 365, 364, 363, 362 et 361 de l'autre côté; cette dernière ligne; la ligne séparative des lots 360 et 361 en allant vers le sud-ouest; puis, suivant les limites actuelles de la ville de Nicolet, une ligne séparant les lots de subdivision 361-1-25, 362-1-4, 362-1-3, 362-1-2, 363-1-3, 363-1-2, 364-1-3, 364-1-2, 365-1-47, 365-1-46, 365-1-45, 365-1-70 d'un côté, des parties non subdivisées des lots 361, 362, 363, 364 et 365 de l'autre côté; le prolongement de cette

The town shall require that every loan made by it under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings, and also on the machinery which may secure the claim of the town as well as the immoveables.

Should the town be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery, and afterwards resell or lease the same; the resale or rental price must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be applied exclusively to the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal, Commission permits it to be otherwise disposed of.

Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of The corporation of the town of Nicolet for municipal purposes.

7. From and after the first of January, 1959, the territory hereinafter described is detached from The municipality of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, county of Nicolet, and annexed to the town of Nicolet.

A territory comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, the unsubdivided part of lots 361, 362, 363, 364 and 365 and the part of des Quarante road comprised within the following limits, namely: starting from a corner on the northeastern limit of the town of Nicolet, being the northern corner of subdivision lot 365-1-73; thence, successively, the dividing line between lots 365 and 366 proceeding northeasterly; the dividing line between lots 50 and 365; a line crossing des Quarante road to the northwestern end of the dividing line between lot 51 on one side and lots 365, 364, 363, 362 and 361 on the other side; the last mentioned line; the dividing line between lots 360 and 361 proceeding southwesterly; then, along the present limits of the town of Nicolet, a line dividing subdivision lots 361-1-25, 362-1-4, 362-1-3, 362-1-2, 363-1-3, 363-1-2, 364-1-3, 364-1-2, 365-1-47, 365-1-46, 365-1-45, 365-1-70 on one side, from the unsubdivided parts of lots 361, 362, 363, 364 and 365 on the other

dernière ligne à travers la route des Quarante et enfin la ligne séparant les lots de subdivision 365-1-60 et 365-1-73 d'un côté, de la partie non subdivisée du lot 365 de l'autre côté, jusqu'au point de départ.

side; the prolongation of the last mentioned line across des Quarante road and finally the dividing line between subdivision lots 365-1-60 and 365-1-73 on one side, and the unsubdivided part of lot 365 on the other side, to the starting point.

Entrée en
vigueur.

S. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

S. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}